

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10904>

Intelligence économique - Vers une redistribution des cartes

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : lundi 8 juin 2009

Spyworld Actu

Le gouvernement français réfléchit à une nouvelle stratégie pour sa politique d'intelligence économique, ce qui pourrait donner lieu à une refonte de l'organisation actuelle, ont indiqué à Reuters des professionnels du secteur. Le récent départ d'Alain Juillet, haut responsable chargé de l'intelligence économique depuis 2003, a accéléré cette réflexion qui vise à pallier des points faibles comme la protection des petites et moyennes entreprises stratégiques. Le poste d'Alain Juillet pourrait être supprimé et les spéculations sur les différents ministères ou les personnalités qui pourraient prendre la direction des opérations battent leur plein. "Nous étudions une évolution de notre organisation", a confirmé un porte-parole de Bercy qui n'a pas souhaité apporter plus de détails sur la réflexion en cours. "Le développement de l'intelligence économique est toujours dans une phase embryonnaire", analyse Christian Harbulot directeur du cabinet spécialisé Spin Partners. "Le poste d'Alain Juillet représentait une petite bougie allumée dans un tunnel", commente cet expert pour qui la priorité donnée aux grands contrats stratégiques notamment en défense a masqué les manques en faveur des PME et des collectivités locales. SOUS LE RADAR "Les grandes entreprises auxquelles tout le monde pense ne posent pas vraiment problème mais ce sont plutôt les PME stratégiques qui ne sont pas sous la couverture radar", notait ainsi une source gouvernementale. Lancé en décembre 2008 pour soutenir le financement des PME innovantes et défendre les entreprises françaises jugées stratégiques, le Fonds stratégique d'investissement pourrait être un acteur de cette réorganisation, a indiqué cette source. Le FSI a annoncé fin mai avoir pris une participation de 8% au capital de Gemalto, une décision interprétée par nombre d'analystes comme la volonté du gouvernement de mettre le spécialiste de la sécurité numérique à l'abri d'une offre hostile. Cette prise de participation est aussi hautement symbolique car la prise de contrôle en 2000 de Gemplus - entreprise qui a fusionné avec Axalto pour former Gemalto - par le fonds américain Texas Pacific Group a marqué les esprits. Le fonds américain a été soupçonné de "piller" les brevets et la technologie du groupe et a entretenu la psychose d'une prise de contrôle des intérêts stratégique français par des puissances étrangères.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/...>